



Pour arracher le retrait du plan Fillon: affronter et vaincre le gouvernement UMP Chirac-Raffarin

Une offensive d'une brutalité inouïe contre les travailleurs de la fonction publique

Le 24 avril, F.Fillon a présenté formellement l'essentiel du futur projet de loi gouvernemental en matière de retraites. Afin de permettre de "décider dès 2003" le passage dans les années qui viennent à 41, 42... annuités pour tous, le gouvernement veut pour le secteur public: en finir avec les 37,5 annuités et passer au galop (en 5 ans) à 40; augmenter les cotisations retraites; faire baisser drastiquement (de 20 à 30% en moyenne) les pensions des fonctionnaires d'ici cinq ans par l'introduction d'un système de décote. Corrélativement, les régimes spéciaux (RATP, SNCF), le secteur hospitalier, devraient suivre l'évolution d'EDF-GDF via des négociations d'entreprise. Mais à EDF c'est la destruction pure et simple du régime particulier de retraite qui a été annoncée! En fait le gouvernement cherche à éviter un combat immédiat dans ces secteurs et leur régler leur compte plus tard, une fois le gros du travail achevé.

Les travailleurs de la fonction publique sont en première ligne de l'offensive du gouvernement. Celui-ci entend leur asséner coup sur coup. La future loi de "transfert de compétences" dans le cadre de la décentralisation doit supprimer 150 000 postes, organiser la destruction des statuts et garanties de corps entiers de fonctionnaires. Ce serait un saut franchi vers le démantèlement et la privatisation de l'enseignement public, la soumission immédiate de tout l'enseignement professionnel au patronat, la destruction des diplômes nationaux. Le prochain budget doit porter la hache contre les postes, notamment aux Finances.

Les syndicats de la fonction publique, et d'abord de l'enseignement, ont multiplié ces dernières semaines les manifestations et grèves. Mais ce n'est pas dans la division, ce n'est pas avec des "journées d'action" à répétition, ce n'est pas avec des grèves locales que l'on peut vaincre le gouvernement. Les travailleurs de la fonction publique de la Réunion dont les manifestations et grèves massives ont été censurées durant des semaines pourraient en témoigner.

Or, après les manifestations du 1^{er} mai, les enseignants sont appelés à une grève le 6 (et les agents, seuls!, encore le 22 mai), puis l'ensemble des travailleurs à une journée "d'actions, de manifestations, de grèves" le 13. Une manifestation nationale est évoquée par les dirigeants CGT et FSU pour fin mai... un dimanche!

Les dirigeants fédéraux de la fonction publique ont précisé (B.Lhubert, CGT) qu'en appelant au 13 mai (pas le 6 avec les enseignants!) et à "un très haut niveau d'action inscrit dans la durée", ils entendaient: "en clair, ça veut dire qu'on ne s'arrête pas le 13 et qu'on peut commencer avant". Merci du conseil! Les enseignants y répondent, comme 300 d'entre eux à Montpellier, le 11 avril:

"Il ne s'agit pas de "se féliciter", de "soutenir", d'appeler à "étendre", "élargir", "construire", d'évoquer des "temps forts", des grèves de 24 heures. Votre responsabilité, c'est de réaliser, contre les attaques du gouvernement, le front uni dont l'absence réjouit Raffarin. Alors qu'attendez-vous pour déclarer qu'il n'y a pas à discuter ou négocier les attaques du gouvernement mais à les combattre? Alors qu'attendez-vous pour appeler dès la rentrée du 5 mai à la grève générale de l'Éducation nationale?"

Ils ont raison. La masse des travailleurs de la fonction publique ne montera dans le train de la grève que s'il est clair que son terminus est le retrait du plan Fillon; ils n'y monteront que s'ils sentent qu'il ne risque pas de s'arrêter ou perdre des wagons en route au gré des "reconductions" locales et quotidiennes. **Il faut imposer que les directions des fédérations de l'enseignement et de toute la fonction publique appellent sans attendre dans l'unité à :**

la grève générale pour le retrait du plan Fillon le maintien des 37,5 annuités et du code des pensions; le rejet de tout transfert de personnel et de compétences.

L'initiative des travailleurs peut aujourd'hui l'imposer.

L'offensive contre les fonctionnaires, marchepied d'une offensive anti-ouvrière d'ampleur

Sur tous les plans, l'offensive immédiate contre les fonctionnaires s'avère le marchepied d'une attaque en règle contre tous les travailleurs. Le gouvernement casse le code des pensions? C'est pour décider immédiatement de passer tous les travailleurs à 41, 42 annuités (Fillon l'a dit après injonction de Seillière), de vouer l'ensemble des prolétaires à des retraites de misère, alors que les licenciements ne cessent de pleuvoir, que les jeunes ne trouvent pas de travail ou alors après des années de précarité ou d'études.

C'est pour poursuivre la baisse des pensions, et ouvrir en grand la porte aux fonds de pension des capitalistes type

Enron. Les prétextes "démographiques" (en 2040!) cachent que la contre réforme des retraites vise uniquement à ce que les patrons et l'Etat paient moins, au bénéfice de leurs profits, des allègements de charges, de la baisse des impôts des plus riches, des dépenses militaires. Sous couvert de "sauvetage du régime par répartition", le gouvernement Chirac-Raffarin l'assassine. Mais là ne s'arrêtent ses projets pour les semaines et les mois qui viennent.

Derrière le plan sur les retraite s'annonce déjà celui sur la Sécurité Sociale, prévu pour la rentrée. L'arrêt (ou presque) du remboursement de médicaments courants (anti-

inflammatoires, antihistaminiques, antiseptiques) l'indique: il s'agit d'en finir avec le droit aux soins, aux médicaments, sous couvert de "responsabiliser" les patients... et d'ouvrir le juteux marché de la santé aux compagnies privées. C'est la même logique que la contre-réforme des retraites.

La décentralisation, elle, signifie dans une première étape le démantèlement de nombreux services publics, leur étranglement, vers leur privatisation. Mais la régionalisation de la formation professionnelle, sa mise en coupe réglée par le patronat indique aussi à terme la régionalisation, donc la destruction, des garanties collectives de la classe ouvrière, des diplômés. Et encore, le transfert du RMI aux départements vise à fournir une main d'œuvre gratuite (et contrainte) aux entreprises.

Bref: soutenue par les lois antidémocratiques et policières Sarkozy-Perben, toute la politique du gouvernement Chirac-Raffarin et sa majorité UMP vise à satisfaire les appétits de ses commanditaires, le grand Capital, les licenciés, les spéculateurs et les banquiers, et ce d'autant plus que la situation économique est exécrable.

Pour toute la classe ouvrière, qu'il se casse les dents dans son offensive brutale contre les travailleurs du public est d'une importance cruciale. Pour tout le prolétariat français, **arracher toute revendication sérieuse nécessite de le combattre et vaincre le gouvernement, et pour commencer: arracher le retrait du plan Fillon.**

Pour cela, la responsabilité des directions confédérales CGT, FO, des dirigeants des fédérations CGT, FO, FSU - et aussi du PS et du PCF- est essentielle, ils doivent rompre avec le gouvernement et le patronat, et engager le combat dans l'unité contre eux.

**Assez de concertations, de "dialogue social", avec Chirac-Raffarin-Fillon. Trop de temps a déjà été perdu!
L'heure est au combat uni CGT, FO, FSU, PS, PCF, contre le gouvernement et sa politique.**

Alors que le 28 mai, le conseil des ministres doit adopter le projet de loi sur les retraites, ni Blondel, ni Thibault, ni Aschieri (FSU) ne reprennent la première exigence élémentaire: le retrait du plan Fillon.

Dès le premier mai, ainsi que le 13 mai pour une nouvelle journée "d'actions, de manifestations, de grèves", c'est avec la CFDT, partisane déclarée de la "réforme" des retraites et de la casse du code des pensions des fonctionnaires, que Blondel, Thibault, et Aschieri (FSU) appellent à manifester – et ils osent écrire ensemble:

"seule l'intervention de l'ensemble des salariés pourra permettre de modifier ces choix".

Comment pourrait-il être question d'imposer "d'autres choix" à un gouvernement de guerre contre les travailleurs, de chercher en somme à le convaincre qu'il se tromperait? Au contraire, **il faut le combattre, le vaincre, pour en finir avec sa politique, et donc rompre avec lui.** Et c'est cette orientation, vers la grève générale, qu'il s'agit d'imposer aux dirigeants des confédérations et fédérations.

Les "concertations" et "groupes de travail" sur la plan Fillon auxquels les dirigeants confédéraux et fédéraux ont pris la lourde responsabilité de participer depuis des mois ont eu pour fonction que de rapprocher le gouvernement de ses objectif, de lui faire gagner de précieux mois. On ne peut accepter que les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT, FO et FSU n'aient pas déjà annoncé solennellement qu'ils rompaient toute discussion avec le gouvernement sur le plan Fillon (comme ceux de l'enseignement ont été amenés partiellement à faire sur la décentralisation).

Les dirigeants CGT et FSU parlent d'une grande manifestation nationale à Paris. Mais s'il ne s'agit pas de réclamer le retrait sans condition du plan gouvernemental sur les retraites, si pendant ce temps se poursuivent les discussions avec le gouvernement, s'il ne s'agit pas en particulier d'aller d'ores et déjà manifester à l'Assemblée contre la majorité UMP à laquelle le gouvernement demandera de voter son projet de loi, comment pourrait-il s'agir d'autre chose que d'une inoffensive promenade dominicale, même massive?

Il s'agit d'exiger dans tous les secteurs des dirigeants CGT, FO, FSU qu'ils se prononcent:

Retrait du plan Fillon!

- **maintien du code de pensions, de tous les régimes spéciaux, des 37,5 annuités;**
- **pas un trimestre de plus, public ou privé;**
- **rupture de la "concertation", assez du "dialogue social" avec le gouvernement.**

Et en particulier, dans la fonction publique, d'imposer aux dirigeants des fédérations de fonctionnaires CGT, FO, FSU et de ceux de leurs syndicats qu'ils appellent à :

La grève générale jusqu'au retrait total du plan Fillon

Le retrait du plan Fillon par la grève générale de la fonction publique, ouvrirait en grand la voie au combat uni pour la satisfaction des revendications des tous les travailleurs.

* * *

La réalisation du front unique des organisations ouvrières (PS, PCF, syndicats) contre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa politique permettrait le combat uni de tous les travailleurs contre lui, par la grève générale. Il poserait directement la question de chasser le gouvernement, d'en finir avec lui, sa politique, sa majorité UMP, de son remplacement par un gouvernement issu de ce front unique, un gouvernement d'unité des organisations ouvrières, ne comprenant aucun ministre capitaliste.

Combattons ensemble, prenez contact!